

LA REVUE D'ACTUALITÉS DE



L'actualité des camps de réfugié-e-s dans le monde

DANS CE NUMÉRO

LES RÉDACTEUR-RICE-S DE
LA REVUE P.1

ZONE EUROPE P.4

ZONE ASIE/PACIFIQUE P.7

ZONE AMÉRIQUES P.11

ZONE AFRIQUE P.13

ZONE AFRIQUE DU NORD
/ MOYEN-ORIENT P.15

AVANT-PROPOS



Il y a deux ans, la revue d'actualités de l'O-CR a été créée, avec l'objectif de vous rapporter une **sélection non exhaustive** de faits marquants survenus dans les camps de réfugié-e-s à travers le monde. Aujourd'hui, nous avons le plaisir de vous présenter son **dixième numéro**.

Ainsi, nous vous invitons à nous suivre pour un **tour d'horizon** des faits d'actualités survenus :

En Europe, de nouvelles tentatives de **lois et accords visant à réglementer l'hébergement des personnes exilées**. En Asie, les **réfugié-e-s sont les premières victimes du dérèglement climatique**. En Amériques, un **Point Focus Express sur "la Pista"**, ce camp de réfugié-e-s construit sur un aéroport abandonné en Colombie. En Afrique, **l'ouverture d'un nouveau camp en RDC dans un contexte de crise humanitaire**. Et pour finir, en ANMO, à l'instar des bombardements incessants à Gaza, les **conditions de vie précaires des réfugié-e-s** dans les camps à Gaza, en Cisjordanie et au Liban.

Pour cette nouvelle année, **la revue d'actualités prévoit de se digitaliser sur le site internet de l'O-CR**, alors restez connecté-e-s !

Sara TRABI et Amel CHIGUER, Co-responsables éditoriales

LES RÉDACTEUR-RICE-S DE LA REVUE D'ACTUALITÉS



La revue d'actualité est fière de vous accueillir pour une nouvelle année. Meilleurs vœux 2024 à tous et toutes !

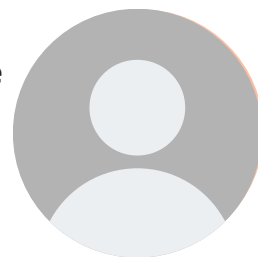


Sara TRABI - Co-responsable éditoriale

Étudiante en journalisme bilingue, elle a rejoint l'Observatoire en novembre 2021. Diplômée d'une licence d'anglais, d'arabe et d'un master en relations internationales, elle a travaillé auprès de centres de réfugié-e-s syrien-ne-s avec la Fondation Intisar au Liban, et à l'Institut de Recherche et d'Études Méditerranée Moyen-Orient à Paris.

Amel CHIGUER - Co-responsable éditoriale

Diplômée en Droit International et Relations Internationales à Lyon III puis en Sciences politiques - Etudes Stratégiques à Paris Sorbonne Nord, elle a travaillé en gestion de projets internationaux avant de prendre la direction d'un centre d'Hébergement d'Urgence pour Demandeurs d'Asile (HUDA).



Quentin MARQUET - Zone ANMO

Diplômé d'une licence de cinéma à l'Université de Strasbourg et du cursus développement informatique de l'Ecole 42, il est entrepreneur et cofondateur de l'association culturelle Le Cercle Persan.

Agathe NATIJ - Zone ANMO

Diplômée de Sciences Po Grenoble et d'un master 2 Droits de l'Homme et Droit International Humanitaire obtenu à l'Université Paris-Saclay, elle travaille depuis plus de quatre ans comme officière de protection instructrice à l'OFPPA.



Andréa BENJAMIN - Zone ANMO

Diplômée d'un master en politiques sociales, Andréa a travaillé pour différentes organisations de soutien aux exilé-e-s. Elle mène également des études sur l'interculturalité et l'intégration des bénéficiaires de la protection internationale, avec une attention particulière portée aux populations afghanes.



LES RÉDACTEUR-RICE-S DE LA REVUE D'ACTUALITÉS



Anjali CLAES - Zone Amériques

Responsable de l'hébergement solidaire chez l'association Réfugiés Bienvenue, diplômée d'un Master en sociologie et anthropologie spécialisée sur les migrations de l'Université de Paris.



Lucía Zarazaga - Zone Amériques

Diplômée en Droit international à l'université de Paris et spécialisée sur la zone Amérique latine, Lucia rejoint l'OCR suite à son expérience auprès de la Cruz Roja Espanola autour de l'accueil de réfugiés.



Zélia BRIGGS - Zone Afrique

Diplômée d'une maîtrise en sécurité internationale à Sciences Po Lille. Après être passée par les services de l'Ambassade de France à New York, elle réalise actuellement une année de césure entre le Centre Afrique Subsaharienne de l'IFRI et la Mission de Défense de la France à Luanda, Angola.



Aya BOUBEL - Zone Afrique

Diplômée en science politique, et spécialiste des aires géographiques africaine, méditerranéenne et européenne, elle s'intéresse à la construction collective de la décision et aux liens entre savoir et politique dans le domaine de la migration et de l'asile.



Yousra ERRAGHIOUI - Zone Afrique

Depuis 2018, elle s'engage sur les questions des réfugiés et de santé mentale grâce à ses expériences académiques. Diplômée d'une licence en Psychologie clinique, elle poursuit ses études en M2 Migrations internationales à l'Université de Poitiers.



LES MEMBRES DE LA REVUE D'ACTUALITÉS



Kieu-Van Lê - Zone Europe

Mobilisée dans des associations de soutien aux exilé-e-s depuis 2019, comme Réfugiés Bienvenue, puis la Timmy, c'est par intérêt pour les enjeux historiques, politiques, et géopolitiques des trajectoires migratoires, et par volonté de participer à la visibilité de ces sujets, que Kieu-Van intègre l'équipe des rédacteur-rice-s en 2023.

Mounia AZZOUZ - Zone Europe

Précédemment engagée pour l'accompagnement administratif des réfugié-e-s, elle a rejoint le pôle revue d'actualité au mois de septembre. En parallèle, elle effectue le Master 2 Droits de l'Homme et Union européenne à l'Université Panthéon-Sorbonne.



Hector LEPAGE - Zone Europe

Diplômé d'un master en Relations Internationales à Sciences Po Toulouse, Hector s'est engagé dans plusieurs associations d'aide et d'accueil de publics migrants. Son grand intérêt pour les conditions d'accueil au sein des camps et pour le journalisme l'amène à rejoindre le pôle revue d'actualités de l'OCR.

Manon BALAGI - Zone Asie-Pacifique

Engagée depuis 2018 dans des associations pour l'accueil des nouveaux arrivants. Diplômée d'un master de négociations internationales et interculturelles, spécialisé sur les cultures indiennes, elle est aujourd'hui cheffe de projets dans un Institut de Recherche pour le Développement.



Elizabeth VÉNISSE - Zone Asie-Pacifique

Après des études de philosophie et sciences politiques, Elizabeth a effectué plusieurs expériences en ONG (Eurasia Net, ACTA VISTA) ainsi qu'en Organisation Internationale (ITER, FIDA). Elle est spécialisée sur la question proche et moyenne orientale et représente la Région Sud au Conseil Méditerranéen de la Jeunesse.

Lucie COURANT - Zone Asie-Pacifique

Entre l'histoire, le journalisme et les sciences politiques, Lucie a étudié de nombreux domaines tout en se spécialisant en parallèle, au gré de mémoires de recherche et de stages, dans le champ des migrations et du droit d'asile. C'est dans cette voie qu'elle commence cette année sa carrière.





Zone Europe

| 09/11/2023

| 30/10/2023

L'autorité grecque de protection des données doit se prononcer sur la légalité des systèmes de surveillance dans les camps de réfugié-e-s.

Grèce. L'Autorité grecque de protection des données doit rendre, avant la fin de l'année, sa décision vis-à-vis de la légalité des systèmes de surveillance déployés dans les centres de rétention de réfugié-e-s en Grèce. Cette décision intervient dans un contexte de déploiement d'outils controversés de surveillance technologiquement avancés dans les camps de réfugié-e-s sur les îles grecques. Elle concerne deux systèmes de sécurité d'analyse comportementale d'intelligence artificielle, Centaur et Hyperion, utilisés pour surveiller et détecter toute supposée menace à l'ordre. En Grèce, de nombreux systèmes de reconnaissance d'empreintes digitales, des drones et des capteurs de mouvement ont été mis en place dans des camps, avec le soutien et le financement de l'Union Européenne (UE). Cette enquête fait suite à une plainte déposée en 2022 par la société civile grecque remettant en question la légalité de ces programmes au regard de la loi européenne et grecque en matière de respect de la vie privée.



[PLUS D'INFOS ICI](#)

« [Greek Data Watchdog to rule on AI systems in refugee camps](#) » publié le 30/10/2023 par Pulitzer Center (organisation de médias d'informations américaine)

Les jeunes du Parc de Belleville dans le viseur de la préfecture dans le contexte social tendu des Jeux Olympiques

France. Deux associations de soutien aux mineur-e-s isolé-e-s étranger-e-s, Tara et Utopia 56, ont porté plainte contre X le mardi 7 novembre, "pour abus d'autorité, faux et usage de faux". Les associations déplorent le "nettoyage social" opéré dans les rues de Paris par les autorités en vue des Jeux Olympiques de 2024. En effet, suite à l'opération de mise à l'abri des 430 jeunes du Parc de Belleville le 19 octobre, la plupart ont été convoqué-e-s par la préfecture de police pour réaliser une demande de titre de séjour, démarche qui n'est obligatoire que pour les personnes majeures et qui peut mener à la délivrance d'une obligation de quitter le territoire français (OQTF). Conseillés par leurs avocat-e-s, les jeunes ont décidé de ne pas s'y rendre pour protéger leur procédure de reconnaissance de minorité. Ils et elles ont été expulsé-e-s de leur hébergement. Selon Me Daoud, "si, « à l'approche des Jeux olympiques [...] la fin est de procéder à une véritable épuration sociale critiquable en soi et condamnable au regard du droit et des valeurs de la République, il nous appartient de rappeler que la fin ne justifie pas les moyens, a fortiori lorsqu'on représente et incarne l'État »."



[PLUS D'INFOS ICI](#)

« [JO 2024 : deux associations inquiètes du sort des mineurs isolés à Paris](#) » publié le 09/11/2023 par Le Télégramme (quotidien régional français de Bretagne)

| 09/11/2023

Vingt-huit migrant-e-s ciblé-e-s par des mesures d'expulsions après des heurts dans le centre d'accueil de Pournara

Chypre. Les autorités chypriotes ont émis plusieurs arrêtés d'expulsion à l'encontre de 28 migrant-e-s pour trouble à l'ordre public. Ces arrêtés font suite à de violents heurts entre migrant-e-s dans le centre d'accueil de Pournara le 6 novembre dernier. La police est intervenue en faisant usage de gaz lacrymogène pour mettre fin à la rixe. Cet affrontement a fait 8 blessé-e-s et 33 personnes ont été arrêtées. Des incidents similaires ont déjà eu lieu au sein du centre de Pournara où sont provisoirement hébergé-e-s les personnes débarquées sur l'île de Chypre, ayant pour effet de dégrader les conditions de vie déjà difficiles. Cet unique centre d'accueil pour migrant-e-s, entouré par une haute barrière grillagée, accueille un nombre croissant d'exilé-e-s, dont la durée de séjour excède souvent les 30 à 40 jours réglementaires. Selon le Conseil chypriote pour les réfugiés (CyRC), à cause des délais de traitement des demandes d'asile, nombre d'entre eux-elles ne quittent le centre qu'au bout de trois mois en moyenne. La surpopulation et les conditions de vie pénibles exacerbent les tensions au sein du centre, ce qui conduit parfois à des débordements.



PLUS D'INFOS ICI

«Violences dans le centre d'accueil de Chypre : 28 demandeurs d'asile expulsés» publié le 09/11/2023 par InfoMigrants (site d'information destiné aux migrant.e.s)

| 30/11/2023

Les associations dénoncent les "expulsions forcées" des camps d'exilé-e-s de Calais et de Dunkerque

France. Les pluies diluviennes de novembre ont considérablement aggravé les conditions de vie dans les camps d'exilé-e-s autour de Calais et de Dunkerque. Pour « sauver [des] vies », la préfecture a organisé, le 30 novembre à l'aube, une mise à l'abri qui, selon les associations, bafoue les droits des déplacé-e-s. Le Secours Catholique indique que 400 à 800 personnes ont été expulsées, sans avoir eu le temps de s'organiser. Certain-e-s ont été poursuivi-e-s et contraint-e-s de monter dans les bus, d'autres ont été interpellé-e-s par la police. L'association rappelle l'existence d'alternatives plus respectueuses des droits des personnes ainsi délogées, telles que l'ouverture de lieux d'accueil de jour et d'hébergement d'urgence, et la nécessité de mieux protéger l'enfance. Un jeune soudanais de 18 ans, revenu sur le camp récupérer ses effets personnels, partage son désarroi en constatant la disparition de ses affaires. L'évêque d'Arras, présent sur place, rappelle les propos tenus par le pape François à Marseille, alertant sur le « fanatisme de l'indifférence » conduisant à un risque de « naufrage civilisationnel ».



PLUS D'INFOS ICI

« A Calais et à Dunkerque, plusieurs camps de migrants évacués par la police » publié le 30/11/2023 par Le Monde (média français d'information générale)

| 21/11/2023

À Wethersfield, le plus grand camp d'hébergement du Royaume-Uni pourrait bientôt fermer ses portes

Royaume-Uni. Le camp de la ville de Whetherfield est une ancienne base militaire qui a été convertie il y a six mois en centre d'hébergement temporaire en vue d'accueillir 1700 demandeur-se-s d'asile. Face aux nombreuses controverses suscitées par l'inadaptabilité des locaux ainsi qu'au mécontentement croissant des habitant-e-s de la ville, le ministre de l'intérieur britannique, James Cleverly, a annoncé son souhait de fermer le centre dès que possible. Alors qu'un résident avait entamé une grève de la fin il y a plusieurs semaines, deux manifestations ont eu lieu au mois de novembre pour dénoncer les conditions d'hébergement rudimentaires et l'absence d'assistance médicale malgré une épidémie de gale. L'avenir du camp reste pour le moment incertain, car si le Ministre de l'Intérieur britannique, James Cleverly, a déclaré vouloir fermer le camp, il a affirmé que le site serait utilisé sur une période plus longue que prévue. Il a également laissé entendre que la décision était entre les mains du Ministre de l'Immigration, Robert Jenrick. Le conseil du district de Braintree ainsi qu'un résident local, opposés à l'utilisation du site ont engagé une contestation judiciaire.



PLUS D'INFOS ICI

“Cleverly says he hopes to close Wethersfield asylum center as soon as he can” publié le 21/11/2023 par The Guardian (quotidien britannique d'information générale)

| 15/11/2023

Suspension de l'accord migratoire italo-albanais, visant à externaliser des centres de rétention pour demandeur-se-s d'asile

Italie. La Cour Constitutionnelle albanaise a suspendu l'accord visant à externaliser des centres de rétention italiens pour demandeur-se-s d'asile en Albanie, le 14 décembre. La cour, qui avait été saisie par deux recours de partis de l'opposition politique initialement, doit désormais rendre sa décision définitive dans les trois prochains mois. La première ministre italienne Giorgia Meloni avait annoncé le 6 décembre dernier la signature de cet accord. Celui-ci prévoyait la construction de deux centres de rétentions pour 36 000 demandeur-se-s d'asile en Albanie, aux frais de Rome, placés sous la juridiction italienne, et gérés en collaboration avec la police albanaise. Ce texte a provoqué une vive contestation de la part de l'opposition politique, et inquiète de nombreuses ONG sur le terrain. Ce projet, s'il est appliqué, verra, pour la première fois un Etat membre de l'UE externaliser ses responsabilités en matière d'asile sur un autre pays non membre, l'Albanie.



PLUS D'INFOS ICI

« L'Albanie suspend son accord migratoire avec l'Italie » publié le 14/12/2023 par Euractiv Italie (réseau de médias européens spécialisé dans la publication d'articles sur l'actualité européenne)



Zone Asie / Pacifique

| 07/11/2023

Un nouveau camp de réfugié-e-s à la frontière entre Myanmar et la Chine

Myanmar. Un nouveau camp de réfugié-e-s a été ouvert dans la région de Kokang au Myanmar, à la frontière avec la Chine. Le camp, établi en coopération avec la Kokang Charity Team, le conseil administratif de Kokang et d'autres structures associatives, a permis le soutien humanitaire de plus de 12 000 personnes déplacées internes. La bonne gestion du camp, les soins apportés et les ressources de première nécessité sont fournis grâce au soutien de plus de 170 bénévoles. L'aide ponctuelle est aussi permise grâce à d'autres acteurs, comme les pompiers, qui ont pallié le manque d'eau potable via des distributions quotidiennes.



PLUS D'INFOS ICI



Plus d'infos ici : « Refugee camp opened near Myanmar-China borderline in Kokang region » publié le 07/11/2023 par The Nation (quotidien thaïlandais anglophone en ligne)



| 16/11/2023

Le retour forcé de réfugié-e-s pakistanais-es en Afghanistan : un outil de promotion politique pour le gouvernement taliban ?

Pakistan. Selon les autorités afghanes, plus de 30 000 personnes d'origine afghane sont rentrées en Afghanistan et le Pakistan souhaiterait renvoyer 1 million de personnes supplémentaire dans les mois à venir. Depuis les années 1970 jusqu'en 2021, le Pakistan a accueilli d'importantes vagues de réfugié-e-s afghan-e-s fuyant les crises politiques de leur pays. Tandis que le Pakistan met aujourd'hui en place des stratégies d'expulsions des réfugié-e-s afghan-e-s de son territoire, les autorités afghanes organisent au contraire une politique de retour attractive : nourriture, solutions d'hébergement ainsi que 140 dollars américains pour les familles arrivantes.





Zone Asie / Pacifique

Dans un contexte de tensions politico-religieuses, les autorités afghanes tirent parti de cette vague de retour pour se positionner comme un gouvernement en capacité de gérer une crise humanitaire majeure et d'accueillir les réfugié-e-s politiques s'étant opposé-e-s au régime par leur départ.

Pour certain-e-s réfugié-e-s de deuxième ou troisième génération, l'adaptation à un nouveau contexte politique, social et même météorologique promet d'être un défi et de poser question, notamment sur l'éducation des jeunes filles et femmes.



PLUS D'INFOS ICI



« **Deported Afghans return home by the thousands to unexpected welcome** » publié le 16/11/2023 par le Washington Post (quotidien américain d'information générale)

| 18/11/2023

Catastrophe naturelle : les camps de réfugié-e-s de Cox's Bazar en première ligne

Bangladesh. Le cyclone Midhili a frappé le Bangladesh le vendredi 17 octobre, obligeant 33 000 Rohingyas à quitter leur camp situé sur la côte sud-est du district de Cox's Bazar. S'il n'y a pas eu de dégât majeur, certains abris ont cependant été détruits : tentes, toits en tôle et fenêtres n'ont souvent pas été assez solides pour résister au cyclone.

Certain-e-s réfugié-e-s ont donc vu disparaître ce qu'ils considéraient comme leur foyer. En effet, si le cyclone n'était pas très puissant, les camps de réfugié-e-s restent malgré tout les plus vulnérables lors de catastrophes naturelles. Rappelons notamment que les camps de Cox's Bazar sont les plus grands camps de réfugié-e-s au monde, et qu'ils regroupent donc près d'un million de personnes, pour l'essentiel des Rohingyas ayant fui les violences du Myanmar et s'étant réfugié-e-s dans le pays le plus proche, le Bangladesh.



PLUS D'INFOS ICI



“**Rohingya camps hit by cyclone Midhili in Bangladesh**”, publié le 18/11/2023 par Anadolu Agency (agence de presse turque).



“*View of the sprawling Kutupalong refugee camp near Cox's Bazar, Bangladesh*”, le 26 novembre 2017. Crédits: Russell Watkins/Department for International Development/CC-BY-SA


Zone Asie / Pacifique

| 21/11/2023

Formation de camps informels après le débarquement de plus de 200 réfugié-e-s Rohingyas en Indonésie

Indonésie. Plus de 200 réfugié-e-s Rohingyas ont débarqué à bord d'embarcations précaires à Aceh, province la plus occidentale d'Indonésie, dans la nuit du 21 novembre 2023. Cet afflux massif marque l'un des plus importants flux migratoires de cette population sur le territoire indonésien de ces derniers mois. Les autorités locales et les habitant-e-s ont accueilli plusieurs de ces nouvelle-*aux* arrivant-e-s, les orientant vers des centres d'accueil locaux, tandis que d'autres se sont regroupé-e-s en campement informel dans une plantation proche du littoral. La saturation des centres d'hébergement créé des défis pour les autorités indonésiennes, qui peinent à gérer cette situation de campement précaire. De plus, l'hostilité croissante des locaux dans la province d'Aceh ajoute une dimension complexe à la gestion de cette crise. Il est à noter que certain-e-s de ces réfugié-e-s possèdent une carte attestant de leur statut de réfugié-e. Ils et elles attendent actuellement d'être enregistré-e-s par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et l'Organisation internationale pour les migrations.



PLUS D'INFOS ICI

"Au moins 200 réfugiés rohingya arrivent en Indonésie, dans la province d'Aceh" publié le 21/11/23 par Le Monde (quotidien français d'information générale)

| 29/11/2023

Escalade de la violence dans les camps de Cox's Bazar : l'exil vers l'Indonésie

Bangladesh. Plus de 1 000 réfugié-e-s Rohingyas qui vivaient dans les camps de Cox's Bazar au Bangladesh sont partis vers la province d'Aceh, à la pointe nord de l'île de Sumatra, en Indonésie, au cours du mois de novembre. Les conditions de vie dans ces gigantesques camps surpeuplés ont empiré ces derniers temps, poussant ainsi les réfugié-e-s à fuir vers l'Indonésie. Cela est notamment dû à l'insécurité grandissante, causée par la présence de bandes criminelles dans les camps, dont des gangs affiliés à des groupes armés islamistes, sévissant la nuit. Ceux-ci ont recours à une grande violence pour obtenir le contrôle des camps, passant notamment par des kidnappings en vue d'obtenir des rançons, le trafic de drogue et la traite d'êtres humains. En conséquence, de nombreuses personnes ont pris la fuite de Cox's Bazar pour Aceh, l'Indonésie étant un pays musulman et une grande communauté Rohingya y est déjà établie.



PLUS D'INFOS ICI

"Bangladesh : Why are Rohingya refugees fleeing to Indonesia?", publié le 29/11/2023 par Deutsche Welle (DW) (média international allemand).


Zone Asie / Pacifique

| 10/12/2023

La disparition de l'île de Majuli et les migrations internes forcées

Inde. Majuli, île indienne, confrontée à l'érosion et à la montée des eaux, connaît des migrations massives. La population a doublé en 60 ans, mais la superficie a diminué des deux tiers. L'île risque de disparaître d'ici 2040, entraînant des déplacements annuels vers des zones plus sûres. Femmes et enfants, les plus touchés, se retrouvent sans abri, privés d'éducation, souvent exploités comme main-d'œuvre bon marché. Les migrations internes, exacerbées par le changement climatique, posent des défis sociaux, économiques et sanitaires. Plusieurs personnes partent vers Guwahati, ville voisine au nord de l'île, et Kolkata, capitale économique du pays, dans des camps informels, subissant une grande précarité et pauvreté. Malheureusement, l'Inde n'a pas planifié de réponse à cette crise, et les termes tels que "réfugié-e climatique" ne sont pas encore officiellement reconnus.


PLUS D'INFOS ICI


"The Plight of climate refugees" publié le 10/12/23 par National Herald India (quotidien national anglophone indien d'information générale)



Zone Amériques



POINT FOCUS EXPRESS

| 22/11/2023

La Pista, un camp de réfugié-e-s isolé du monde

Colombie. La péninsule de Guajira, désert situé entre la Colombie et le Venezuela, est l'une des régions les plus pauvres des deux pays. L'accès aux services de base est précaire, notamment l'accès à l'eau potable qui concerne à peine la moitié de la population. À cela s'ajoute la prolifération de groupes armés qui profitent de cette frontière pour se livrer au trafic de drogue. Des milliers de réfugié-e-s vénézuélien-e-s s'installent du côté colombien. Selon la responsable du bureau du HCR à Maicao, Alejandra Castellanos, les migrant-e-s qui arrivent n'ont pas la possibilité d'aller ailleurs. La Pista est l'un des principaux camps de la région, situé dans un ancien aéroport. Les quelques voitures qui circulent dans cette région sont celles qui transportent de l'aide humanitaire, mais il n'y en a pas assez. Sans possibilité de sortir de ce camp, les réfugié-e-s demandent à l'État de garantir l'accès aux droits humains, en particulier pour les enfants qui représentent un tiers de la population et qui n'ont pas accès à l'éducation.



PLUS D'INFOS ICI



"La Pista, el antiguo aeropuerto en Colombia donde se refugian miles de venezolanos" publié le 02/06/23 par BBC News Mundo (antenne hispanophone du journal international BBC World).

Les habitant-e-s de trois quartiers de Mexico exigent la relocalisation des migrant-e-s

Mexique. Les habitant-e-s de trois quartiers de Mexico ont organisé un blocus à Iztapalapa, l'une des zones qui composent la capitale, pour demander au gouvernement de reloger les réfugié-e-s qui se trouvent dans les rues. Les réfugié-e-s arrivent dans ces quartiers pour trouver refuge à la Casa del Migrante Arcángel Rafael. Ce camp étant surpeuplé, les réfugié-e-s n'ont d'autre solution que de s'installer dans les rues du quartier. Les voisin-e-s dénoncent les conditions de vie indignes des migrant-e-s qui n'ont pas accès aux services sanitaires de base, ce qui entraîne une accumulation de déchets dans la zone et nuit à la vie de la communauté.



PLUS D'INFOS ICI



"Piden vecinos de tres barrios de Iztapalapa reubicar a migrantes" publié le 22/11/23 par La Jordada (quotidien mexicain d'information générale).

"Vecinos de Iztapalapa piden reubicación de migrantes asentados en la vía pública" publié le 21/11/23 par Imagen Radio (journal en ligne mexicain).



Zone Amériques

| 06/12/2023

Annulation d'un projet de centre d'hébergement pour demandeur-se-s d'asile à Chicago suite à une contamination des sols

Etats-Unis. Un plan controversé de construction d'un centre d'hébergement pour demandeur-se-s d'asile dans la ville de Chicago a été annulé suite à la découverte de niveaux surélevés de minéraux toxiques tels que le mercure dans les sols. Le site aurait dû accueillir 2 200 personnes, en priorité les familles et les personnes en situation de handicap à la rue. Actuellement, 12 800 personnes sont accueillies dans les centres d'hébergement de la ville, 1 200 en commissariats de police, et plus d'une centaine à l'aéroport international de Chicago. Les personnes sont arrivées aux frais des États frontaliers avec le Mexique, qui, depuis le printemps 2023, envoient les demandeur-se-s d'asile arrivé-e-s sur leur territoire vers des villes démocrates telles que New York et Chicago. En novembre, on comptait plus de 22 600 personnes arrivées à Chicago par ce biais.



PLUS D'INFOS ICI



"After pulling plug on first Chicago migrant tent camp, second site still on the table," publié le 06/12/23 par CBS News (média national télévisé américain)

"State Officials to Use \$65M to Build Brighton Park Base Camp, Transform Little Village CVS into Migrant Shelter | Chicago News | WTTW," publié le 27/11/23 par WTTW (branche locale du média public national américain PBS)

| 06/12/2023

Un incendie dans le camp de réfugié-e-s Los Pirquenes dans la région de Biobío au Chili fait 14 mort-e-s

Chili. Un incendie a eu lieu dans un camp de réfugié-e-s le 7 novembre 2023, faisant 14 mort-e-s, tou-te-s de nationalité vénézuélienne. Huit enfants ont été victimes de cette tragédie. Les deux maisons brûlées se trouvaient dans un quartier qui a récemment été déclaré comme camp de réfugié-e-s, appelé Los Pirquenes. Ces zones de campement officialisées tardivement sont de plus en plus courantes au Chili. Le pays faisant face à d'importantes vagues migratoires et ne prévoyant pas d'infrastructures pour l'hébergement d'urgence, des logements sont souvent construits sur des terrains non autorisés, avec des matériaux légers entraînant une propagation du feu rapide. La ville de Colonel, où l'incident a eu lieu, a été l'une des plus touchées par les incendies dûs aux températures élevées de l'été. Ce contexte a poussé les autorités locales à demander au gouvernement d'accélérer les solutions en matière d'hébergement d'accueil.



PLUS D'INFOS ICI



"Inmigración y vivienda en Chile: alza en los arriendos impulsa crecimiento de campamentos" publié le 06/12/23 par El Mostrador (journal en ligne chilien)

"Incendio en Chile deja 14 migrantes venezolanos muertos, incluidos ocho niños" publié le 07/11/23 par El Comercio (quotidien péruvien d'information générale)

Zone Afrique

| 12/11/2023

Crise humanitaire à Goma : nombre record de déplacé-e-s et conditions alarmantes dans les camps

République Démocratique du Congo. Le nombre de personnes déplacées a connu une augmentation sans pareil aux alentours de Goma, dans l'est de la RDC, depuis la reprise des combats début octobre entre les Forces armées congolaises (FARDC) et le Mouvement du 23 mars (M23), groupe militaire rebelle, soutenu par le Rwanda. Le Comité international de la Croix-Rouge a recensé 450 000 personnes déplacées et l'OIM pas moins de 6,9 millions de déplacé-e-s internes, le nombre le plus élevé jamais enregistré. L'ONU a recensé une augmentation de 37 % des violences faites aux femmes en 2023. Suite à ces déplacements et à la saturation des camps à l'est de la RDC, un nouveau camp nommé Cepac a ouvert mi-octobre à proximité de Goma. Dans ce dernier, n'interviennent ni autorités ni acteurs humanitaires. Accueillant 6 000 personnes, plusieurs ONG y ont fait état de conditions extrêmes (absence d'eau, de nourriture, d'électricité et d'abris). Le HCR y a recensé 8 200 violations des droits de l'Homme pour le seul mois de septembre.



[PLUS D'INFOS ICI](#)



« RDC: depuis la reprise des combats dans l'Est, des déplacés arrivent chaque jour vers Goma », publié le 12/11/2023 par RFI (média français d'information sur l'actualité mondiale)

| 17/11/2023

Médecins Sans Frontières (MSF) lance un cri d'alarme au sujet des réfugié-e-s confronté-e-s à une crise alimentaire majeure

Tchad. MSF réclame une aide alimentaire d'urgence pour les réfugié-e-s soudanais-e-s dans une situation de malnutrition sévère, après la déclaration du Programme alimentaire mondial d'un arrêt imminent de son assistance alimentaire au Tchad en raison de contraintes financières. Le Tchad a accueilli plus de 8 000 personnes ayant fui le conflit armé au Soudan, atteignant près d'un million de réfugié-e-s soudanais-e-s. Ce conflit touche notamment le Darfour occidental, province frontalière au Tchad, depuis mi-avril, et oppose le chef de l'armée, le général Abdel Fattah al-Burhane, et son ancien bras droit, le général Mohamed Hamdane Dagalo. Le manque d'eau, couplé à l'absence de latrines et de gestion adéquate des déchets, crée une situation de risque majeur pour la santé publique. Les équipes de MSF ont creusé des puits en urgence pour assurer l'approvisionnement en eau potable des réfugié-e-s dans les camps d'Adré, d'Ourang et de Metché. Dans ce dernier, où résident 40 000 réfugié-e-s, la distribution est limitée à seulement six litres d'eau par personne et par jour, bien en deçà des 20 litres recommandés par l'OMS pour une situation d'urgence.



Zone Afrique

| 14/12/2023



[PLUS D'INFOS ICI](#)



« Les enfants soudanais réfugiés au Tchad en danger met en garde MSF », publié le 17/11/2023 par TV5 Monde info (plateforme d'information de la chaîne généraliste internationale française)

| 28/11/2023

Un ancien réfugié du camp de Dabaab au Kenya, remporte le plus prestigieux prix du HCR à Genève.

Kenya. Ancien réfugié somalien, Abdullahi Mire a remporté le prix Nansen du UNHCR. Ce dernier est récompensé pour avoir mis à disposition de la communauté du camp de réfugié-e-s de Dabaab (Kenya), plus de 100 000 manuels scolaires. Le camp de Dabaab, construit dans les années 1990, est composé de trois camps distincts et accueille aujourd'hui près de 370 000 personnes, la moitié étant des enfants selon l'ONU. Ayant lui-même vécu pendant 23 ans dans ce camp, Abdullahi Mire y a commencé ses études primaires, puis secondaires, et a obtenu un diplôme en journalisme et en relations publiques. Ce dernier a ensuite travaillé pour l'OIM et a créé en 2018, le Refugee Youth Education Hub (RYEH). Ce centre d'éducation a permis d'ouvrir trois bibliothèques dans ces camps, élargissant les possibilités d'apprentissage des déplacé-e-s.



[PLUS D'INFOS ICI](#)



“Un champion de l'éducation des réfugiés, né en Somalie, remporte le prix le plus prestigieux du HCR” publié le 28/11/2023 par UN News (média d'information des Nations Unies)

Mauritanie : dans le camp de Mbera l'associatif au service de la communauté des réfugié-e-s

Mauritanie. Le camp de Mbera, situé dans le Sud de la Mauritanie, est l'un des plus grands camps de réfugié-e-s du Sahel. Depuis 2012, celui-ci accueille 78 000 réfugié-e-s malien-ne-s fuyant les avancées des groupes djihadistes, les conflits intercommunautaires et les exactions de l'armée gouvernementale contre les civil-e-s dans le Centre du Mali. S'agrandissant au fil des années, le camp accueille plusieurs organisations qui travaillent à la protection de la dignité des exilé-e-s. Allant de la lutte contre les violences faites aux femmes au reboisement, une trentaine d'associations seraient présentes, toutes dirigées par les réfugié-e-s du camp. Du fait de leur investissement dans ce cadre, 7 réfugié-e-s malien-e-s se sont rendu-e-s en décembre à Genève, dans le cadre du Forum Mondial pour les réfugié-e-s. L'objectif était, entre autres, de discuter de solutions pour répondre à l'arrivée croissante des populations fuyant les combats, mais aussi de réfléchir à leur intégration en Mauritanie.



[PLUS D'INFOS ICI](#)



“Mauritanie: dans le camp de Mbera, l'investissement des réfugiés pour faire face aux besoins” publié le 14/12/2023 par RFI (média français d'information sur l'actualité mondiale)



Zones Afrique du Nord / Moyen-Orient

| 01/11/2023

La situation intenable du camp de Chatila au Liban

Liban. Le photographe Hervé Lequeux a documenté en septembre-octobre avec des clichés en noir et blanc la vie quotidienne des réfugié-e-s du camp de Chatila, situé à l'ouest de Beyrouth. Environ 20 000 Palestinien-ne-s et deux fois plus de réfugié-e-s syrien-ne-s y vivent sur une surface de seulement un kilomètre carré. Depuis 2011 et le début de la guerre en Syrie, les immeubles du camp ont pris plusieurs étages pour accueillir les nouvelle-aux réfugié-e-s, plongeant les ruelles étroites dans la pénombre. Certain-e-s enfants syrien-e-s n'ont pu s'inscrire à l'école faute de documents. La situation s'est dégradée avec la crise économique que connaît le Liban. Beaucoup de résident-e-s travaillent toute la journée pour un salaire dérisoire, et vivent dans des logements insalubres. Abou Ghassim, qui apparaît sur une des photos, a dû revenir au camp, qu'il avait quitté après son mariage, en raison de la crise. Hervé Lequeux photographie aussi des commémorations comme celle des massacres de Sabra et Chatila, ou encore des temps de loisir comme l'entraînement d'une équipe de foot locale.



Ruelle étroite dans les camps de Sabra et Chatila situés au sud de Beyrouth, Liban, le 30 juillet 2023. Crédits: Rima Hassan



PLUS D'INFOS ICI



« Dans le camp de Chatila, au Liban, la vie suspendue des réfugiés palestiniens », publié le 01/11/2023 par Médiapart (site d'information en ligne français indépendant).





Espace restreint entre deux bâtiments des camps de Sabra et Chatila au sud de Beyrouth, Liban, le 30 juillet 2023. Crédits: Rima Hassan

à Gaza lors des premières semaines de bombardements par l'armée israélienne. Un bilan si lourd qu'il fait du conflit l'événement le plus meurtrier de toute l'histoire des Nations Unies. Autre triste record : 2023 est devenue l'année qui a vu le plus de pertes parmi les travailleur-e-s du monde humanitaire. L'UNRWA est un organisme de l'ONU créé en 1949 suite à la première guerre israélo-arabe pour répondre aux besoins essentiels des réfugié-e-s palestinien-ne-s. Il dispense ses services dans 59 camps du Moyen-Orient dont 8 dans la bande de Gaza, qui ont subi d'intenses bombardements, voire des interventions au sol. L'essentiel du personnel de l'UNRWA est composé de descendant-e-s de réfugié-e-s palestinien-ne-s.



PLUS D'INFOS ICI



« U.N. observes minute's silence for 101 staff killed in Gaza », publié le 13/11/2023 par Reuters (agence de presse mondiale et généraliste)

| 13/11/2023

Le conflit à Gaza fait de 2023 l'année la plus meurtrière pour les travailleur-e-s humanitaires

Palestine. Les représentations des Nations Unies à travers le monde ont mis leurs drapeaux en berne le 13 novembre pour rendre hommage aux 100 travailleur-e-s de l'UNRWA tué-e-s

| 14/12/2023

Nouvelle opération de l'armée israélienne dans le camp de Jénine

Cisjordanie. Au moins huit palestinien-ne-s ont été tué-e-s lors d'une opération de trois jours menée par les forces israéliennes à Jénine entre le 12 et le 14 décembre. Parmi les victimes, un adolescent souffrant d'une maladie chronique



Zones Afrique du Nord / Moyen-Orient

| 18/11/2023

Des palestinien-ne-s dans un camp au Liban craignent pour leurs familles à Gaza

qui n'a pu être amené à l'hôpital à temps car les soldats israélien-ne-s ne l'ont pas permis, d'après le ministère de la santé de l'Autorité palestinienne. Pour rappel, 58 personnes ont été tuées par l'armée israélienne depuis le 7 octobre à Jénine. D'après certaines sources citées par le journal Haaretz, l'opération a aussi migré du camp vers la ville de Jénine, où des combattants palestiniens se seraient retranchés. D'après Kamal Abu al-Rub, le gouverneur par intérim de Jénine, toutes les routes menant au camp ont été détruites par des bulldozers militaires, et les hôpitaux du camp ont été encerclés, ce qui a empêché les ambulances d'évacuer les blessé-e-s. Il a aussi précisé que 500 personnes ont été arrêtées, dont 400 ont été relaxées. D'après le Croissant-Rouge palestinien, des résident-e-s se sont retrouvé-e-s en manque de nourriture en raison du déploiement de soldats israélien-ne-s sur leurs toits, qui les empêchaient de quitter leur domicile. Des soldats, qui ont depuis été suspendus d'après l'armée, ont aussi utilisé le haut-parleur d'une mosquée pour faire des annonces aux habitant-e-s du camp et chanter des chants d'Hanouka.

Liban. Dans le camp de réfugié-e-s palestinien-e-s de Bourj Barajneh, près de Beyrouth, Hayat Chehadeh s'inquiète pour sa fille vivant à Gaza, dont elle n'a plus de nouvelles depuis une semaine. "Parfois elle m'écrit 'je vais bien'. C'est tout, car elle ne peut pas recharger la batterie de son téléphone. Les seules informations de plus que Hayat Chehadeh obtient émane de sa télévision. Sa fille a décidé de séparer ses trois enfants..



...POUR QUE SI L'UN MEURT, UN AUTRE RESTE EN VIE.



Hayat Chehadeh raconte que sa fille vivait au Liban, mais qu'il y a quelques mois, son époux l'a emmenée à Gaza. Leur famille s'est réfugiée au Liban, où résident aujourd'hui environ 250 000 réfugié-e-s palestinien-e-s, fuyant la "Nakba" (la "catastrophe" en arabe). Cet événement correspond au déplacement forcé de plus de 760 000 palestinien-ne-s en 1948 suite à la création de l'État d'Israël. Vivant dans un appartement exigu dans le même camp, Fatima al-Ashwah prie également pour que les membres de sa famille à Gaza, qui sont environ 70, ne fassent pas partie des victimes. Ils vivaient à Beit Hanoun, dans le nord de la bande, et aujourd'hui...



PLUS D'INFOS ICI



« **Casualties mount in occupied West Bank as Israeli forces extend raids** », publié le 14/12/2023 par Al Jazeera (média qatari d'information sur le Moyen-Orient et le monde)

« **Three Palestinians Killed in Exchange of Fire Between IDF and Gunmen in Jenin** », publié le 14/12/2023 par Haaretz (quotidien national israélien de gauche)



...LEURS MAISONS N'EXISTENT PLUS.



[PLUS D'INFOS ICI](#)



« Au Liban, des réfugiés palestiniens craignent pour leurs familles à Gaza », publié le 18/11/23 par Le Point (magazine d'actualité français)



Aperçu d'un espace du camp de Bourj Barajneh près de Beyrouth, Liban, le 8 avril 2023. Crédits: Rima Hassan

| 21/11/2023

L'ONU a lancé un plan pour répondre à la situation alarmante des habitant-e-s du camp de Tindouf

Algérie. Quelque 28 acteurs humanitaires dont quatre agences de l'ONU ont lancé le "plan de réponse aux réfugiés sahraouis" (SRRP) qui vise à améliorer les conditions de vie dans le complexe de camps de Tindouf, en Algérie. La situation des réfugié-e-s sahraoui-e-s perdure depuis 1975, date à laquelle le Maroc prend possession du Sahara Occidental, ils se réfugient alors pour l'essentiel en Algérie. Tindouf abrite 90% de cette population, soit 173 600 personnes, alors que trois-quarts de l'alimentation provient de l'aide internationale. Or les financements se sont taris au fur et à mesure des années, amenant les habitant-e-s à une situation de grande détresse alimentaire et sanitaire.

Par ce plan présentant les besoins de Tindouf pour les années 2024-2025, les acteur-ric-e-s pressent les donateur-ric-e-s à boucler les financements nécessaires (estimés à 214 millions de dollars) et appellent à une plus large générosité internationale.



[PLUS D'INFOS ICI](#)



« L'ONU lance un plan pour aider les réfugiés sahraouis dans les camps de Tindouf », publié le 21/11/2023 par ONU Info (média d'information des Nations Unies)



| 22/11/2023

Six victimes palestiniennes dans une opération militaire israélienne dans le camp de Tulkarem

Cisjordanie. Six réfugié-e-s palestinien-ne-s ont été tué-e-s le 15 novembre 2023 lors d'incursions de l'armée israélienne dans le camp de Tulkarem, situé au nord de la Cisjordanie occupée, selon le ministère de la santé palestinien. Cette tragédie porte le nombre total de victimes à 225 depuis le 7 octobre 2023. Au cours des dernières semaines, l'armée israélienne a intensifié ses incursions massives en Cisjordanie, marquées par des assauts violents dans le camp de Tulkarem. Les forces militaires ont pris d'assaut le camp, attaquant les habitations au milieu d'échanges de tirs et d'explosions. Selon des témoins oculaires, l'opération militaire a duré huit heures, laissant derrière elle de nombreuses infrastructures détruites et l'arrestation de plusieurs résident-e-s au cours de cette opération.



[PLUS D'INFOS ICI](#)



« Cisjordanie occupée : 6 Palestiniens tués dans une opération israélienne dans le camp de Tulkarem », publié le 22/11/2023 par Anadolu Anjasi (Agence de presse du gouvernement turc)

Près d'un million et demi de Palestinien-ne-s s'entassent dans des abris que sont les écoles, centres médicaux, lieux de culte, dont l'ONU déclare qu'ils dépassent de quatre fois leur capacité. Les difficultés d'accès à l'eau et aux sanitaires contribuent à la propagation de maladies, alors que l'hiver approche. Ainsi l'OMS a répertorié des milliers de cas d'infections respiratoires aiguës. Ces chiffres des agences onusiennes, arrêtés au 30 novembre, ne prennent pas en compte les conséquences de l'ordre d'évacuation d'une nouvelle zone au sud du territoire émis par l'armée israélienne ; zone dont les abris hébergent 68 000 déplacé-e-s. Avec l'interdiction de quitter la bande de Gaza, des frappes n'épargnant aucune zone, une intervention militaire au sol au nord, et désormais l'ordre d'évacuer au sud, la sécurité des déplacé-e-s s'annonce plus qu'incertaine.



[PLUS D'INFOS ICI](#)



« What the Scale of Displacement in Gaza Looks Like », publié le 02/12/2023 par The New York Times (quotidien américain d'information générale)

| 02/12/2023

80% de la population de Gaza est en situation de déplacement forcé

Palestine. Près de deux millions de personnes ont été forcées de quitter leurs foyers dans la bande de Gaza, soit 80% de la population, estime l'OCHA (Bureau de coordination des affaires humanitaires).



Remerciements

À l'occasion de la sortie du **dixième numéro de la revue d'actualités** de l'Observatoire des Camps de Réfugié-e-s, **nous souhaitons saluer les efforts et le travail** de toutes les personnes qui ont participé à la réalisation des revues d'actualités. À commencer par **les contributeur-riche-s**, et également **l'ensemble des collaborateur-riche-s au sein de l'O-CR** et **les intervenant-e-s**. En cette fin d'année, le pôle Revue d'actualités a eu l'occasion de recevoir **Jeannette Marié, fondatrice de Komune Média**, un média 100% vidéo dédié à l'immigration. Cette journée était l'occasion de discuter autour du **narratif des personnes exilé-e-s**, dans les médias notamment.

RETROUVEZ-NOUS SUR



[@obsrefugies](https://www.instagram.com/obsrefugies)



[Observatoire des
Camps de Réfugiés](https://www.facebook.com/Observatoire-des-Camps-de-Réfugiés)



[@ObsRefugies](https://twitter.com/ObsRefugies)



[Observatoire des
Camps de Réfugiés](https://www.linkedin.com/company/Observatoire-des-Camps-de-Réfugiés)



[Observatoire des Camps de Réfugiés](https://www.obsrefugies.org)

NOTRE SITE INTERNET